



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-111728>

Département(s) de publication : **66**

Annonce n° **24-111728**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : COMMUNAUTE DE COMMUNES CONFLENT CANIGO

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE

**Description** : Renouvellement des contrats d'assurance : Dommages aux biens, Responsabilité civile, Flotte automobile, Risques statutaires, Cyber risques

**Identifiant de la procédure** : 66cdd5ac-44e5-4cb5-a750-a56cd76b0de7

**Identifiant interne** : S-PF-19178

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 66510000 Services d'assurance

##### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Le marché est consultable au siège de la Communauté de Communes Conflent Canigo, sur demande préalable à adresser au service marchés publics et dans le respect des secrets protégés par la loi. Les montants sont indiqués Tfc. Pour lot 04, la Pse n°02 est retenue

**Base juridique** :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Dommages aux biens

**Description** : Dommages aux biens

**Identifiant interne** : 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ): 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ): 66515000 Services d'assurance dommages ou pertes

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : conditions techniques

Pondération (points, valeur exacte) : 0.6

**Critère** :

**Type** : Coût

**Description** : conditions financières

Pondération (points, valeur exacte) : 0.4

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours** : Référé précontractuel (article L.551-1 du code de justice administrative), recours contre la passation des marchés en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, peut être introduit avant la signature du marché. L'information des candidats non retenus interviendra conformément à l'article R2181-1 du CCP. Référé contractuel dans le délai de trente et un jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou, à défaut, dans le délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat, dans les autres cas ; Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée (délais supplémentaires de distance: article R.421-7 du code de justice administrative). Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé. Référé-suspension (article L.521-1 du code de justice

administrative) pendant toute la procédure et jusqu'à la conclusion du contrat, uniquement si la décision litigieuse fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir et sous condition d'urgence ; Référé-liberté (article L.521-2 du code de justice administrative) sous condition d'extrême urgence et d'atteinte manifestement grave à une liberté fondamentale, le juge des référés se prononçant dans un délai de 48h ; Recours indemnitaire dans les deux mois à compter d'une décision expresse de rejet de la demande préalable (articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative) ou sans condition de délai dans le cas d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant plus de deux mois à compter de la réception de la demande préalable, et sous réserve des dispositions de la Loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'état, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale - CE, 11 mai 2011, req. n°347002). Demande de déféré ou de référé préfectoral (article L.2131-2 et L.2131-8 du code général des collectivités territoriales): dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, Recours en annulation ou résiliation du contrat dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité consultatif interrégional de règlement des litiges en matière de marchés publics

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Montpellier

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Responsabilité civile

**Description :** Responsabilité civile

**Identifiant interne :** 2

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66516000 Services d'assurance responsabilité civile

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

##### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** conditions techniques

Pondération (points, valeur exacte) : 0.6

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** conditions financières

Pondération (points, valeur exacte) : 0.4

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (article L.551-1 du code de justice administrative), recours contre la passation des marchés en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, peut être introduit avant la signature du marché. L'information des candidats non retenus interviendra conformément à l'article R2181-1 du CCP. Référé contractuel dans le délai de trente et un jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou, à défaut, dans le délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat, dans les autres cas ; Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée (délais supplémentaires de distance: article R.421-7 du code de justice administrative). Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé. Référé-suspension (article L.521-1 du code de justice administrative) pendant toute la procédure et jusqu'à la conclusion du contrat, uniquement si la décision litigieuse fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir et sous condition d'urgence ; Référé-liberté (article L.521-2 du code de justice administrative) sous condition d'extrême urgence et d'atteinte manifestement grave à une liberté fondamentale, le juge des référés se prononçant dans un délai de 48h ; Recours indemnitaire dans les deux mois à compter d'une décision expresse de rejet de la demande préalable (articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative) ou sans condition de délai dans le cas d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant plus de deux mois à compter de la réception de la demande préalable, et sous réserve des dispositions de la Loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'état, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale - CE, 11 mai 2011, req. n°347002). Demande de déferé ou de référé préfectoral (article L.2131-2 et L.2131-8 du code général des collectivités territoriales): dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, Recours en annulation ou résiliation du contrat dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité consultatif interrégional de règlement des litiges en matière de marchés publics

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Montpellier

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

**Titre :** Flotte automobile

**Description :** Flotte automobile

**Identifiant interne :** 3

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66514110 Services d'assurance de véhicules à moteur

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

##### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

##### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** conditions techniques

**Pondération (points, valeur exacte) :** 0.6

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** conditions financières

**Pondération (points, valeur exacte) :** 0.4

##### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (article L.551-1 du code de justice administrative), recours contre la passation des marchés en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, peut être introduit avant la signature du marché. L'information des candidats non retenus interviendra conformément à l'article R2181-1 du CCP. Référé contractuel dans le délai de trente et

un jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou, à défaut, dans le délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat, dans les autres cas ; Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée (délais supplémentaires de distance: article R.421-7 du code de justice administrative). Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé. Référé-suspension (article L.521-1 du code de justice administrative) pendant toute la procédure et jusqu'à la conclusion du contrat, uniquement si la décision litigieuse fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir et sous condition d'urgence ; Référé-liberté (article L.521-2 du code de justice administrative) sous condition d'extrême urgence et d'atteinte manifestement grave à une liberté fondamentale, le juge des référés se prononçant dans un délai de 48h ; Recours indemnitaire dans les deux mois à compter d'une décision expresse de rejet de la demande préalable (articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative) ou sans condition de délai dans le cas d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant plus de deux mois à compter de la réception de la demande préalable, et sous réserve des dispositions de la Loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'état, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale - CE, 11 mai 2011, req. n°347002). Demande de déféré ou de référé préfectoral (article L.2131-2 et L.2131-8 du code général des collectivités territoriales): dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, Recours en annulation ou résiliation du contrat dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité consultatif interrégional de règlement des litiges en matière de marchés publics

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Montpellier

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0004

**Titre :** Risques statutaires

**Description :** Risques statutaires

**Identifiant interne :** 4

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66512000 Services d'assurances accidents et maladie

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** conditions techniques

Pondération (points, valeur exacte) : 0.6

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** conditions financières

Pondération (points, valeur exacte) : 0.4

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (article L.551-1 du code de justice administrative), recours contre la passation des marchés en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, peut être introduit avant la signature du marché. L'information des candidats non retenus interviendra conformément à l'article R2181-1 du CCP. Référé contractuel dans le délai de trente et un jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou, à défaut, dans le délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat, dans les autres cas ; Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée (délais supplémentaires de distance: article R.421-7 du code de justice administrative). Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé. Référé-suspension (article L.521-1 du code de justice administrative) pendant toute la procédure et jusqu'à la conclusion du contrat, uniquement si la décision litigieuse fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir et sous condition d'urgence ; Référé-liberté (article L.521-2 du code de justice administrative) sous condition d'extrême urgence et d'atteinte manifestement grave à une liberté fondamentale, le juge des référés se prononçant dans un délai de 48h ; Recours indemnitaire dans les deux mois à compter d'une décision expresse de rejet de la demande préalable (articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative) ou sans condition de délai dans le cas d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant plus de deux mois à compter de la réception de la demande préalable, et sous réserve des dispositions de la Loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'état, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale - CE, 11 mai 2011, req. n°347002). Demande de déferé ou de référé préfectoral (article L.2131-2 et L.2131-8 du code général des collectivités territoriales): dans le délai de deux mois à compter de la

date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, Recours en annulation ou résiliation du contrat dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité consultatif interrégional de règlement des litiges en matière de marchés publics

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Montpellier

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0005

**Titre :** Cyber risques

**Description :** Cyber risques

**Identifiant interne :** 5

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66515411 Services d'assurance pertes pécuniaires

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** conditions techniques

Pondération (points, valeur exacte) : 0.6

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** conditions financières

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (article L.551-1 du code de justice administrative), recours contre la passation des marchés en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, peut être introduit avant la signature du marché. L'information des candidats non retenus interviendra conformément à l'article R2181-1 du CCP. Référé contractuel dans le délai de trente et un jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou, à défaut, dans le délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat, dans les autres cas ; Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée (délais supplémentaires de distance: article R.421-7 du code de justice administrative). Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé. Référé-suspension (article L.521-1 du code de justice administrative) pendant toute la procédure et jusqu'à la conclusion du contrat, uniquement si la décision litigieuse fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir et sous condition d'urgence ; Référé-liberté (article L.521-2 du code de justice administrative) sous condition d'extrême urgence et d'atteinte manifestement grave à une liberté fondamentale, le juge des référés se prononçant dans un délai de 48h ; Recours indemnitaire dans les deux mois à compter d'une décision expresse de rejet de la demande préalable (articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative) ou sans condition de délai dans le cas d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant plus de deux mois à compter de la réception de la demande préalable, et sous réserve des dispositions de la Loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'état, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale - CE, 11 mai 2011, req. n°347002). Demande de déferé ou de référé préfectoral (article L.2131-2 et L.2131-8 du code général des collectivités territoriales): dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, Recours en annulation ou résiliation du contrat dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité consultatif interrégional de règlement des litiges en matière de marchés publics

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Montpellier

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

## Section 6 - Résultats

**Valeur de tous les contrats attribués dans cet avis :** 230,624.89 Euro

**6.1 Résultat – Identifiants des lots :** LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

#### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** SMACL ASSURANCES

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** SMACL ASSURANCES

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0001

**Valeur du résultat :** 29,467.59 Euro

**L'offre est une variante :** non

**La valeur de la sous-traitance est connue :** non

**Le pourcentage de la sous-traitance est connu :** non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** 2024p0003

**Titre :** Prestations De Services D'Assurance

**Date de conclusion du marché :** 01/10/2024

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre :** non

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 1

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 1

#### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0002

Au moins un lauréat a été choisi.

#### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** PARIS NORD ASSURANCES SERVICES

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** PARIS NORD ASSURANCES SERVICES

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0002

**Valeur du résultat :** 4,412.53 Euro

**L'offre est une variante :** non

**La valeur de la sous-traitance est connue :** non

**Le pourcentage de la sous-traitance est connu : non**

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché : 2024p0003**

**Titre : Prestations De Services D'Assurance**

**Date de conclusion du marché : 01/10/2024**

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre : non**

#### **6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues : Offres**

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 1**

**Type de soumissions reçues : Offres présentées par voie électronique**

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 1**

#### **6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0003**

Au moins un lauréat a été choisi.

#### **6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel : SMACL ASSURANCES**

**Offre :**

**Identifiant de l'offre : SMACL ASSURANCES**

**Identifiant du lot ou groupe de lots : LOT-0003**

**Valeur du résultat : 39,110.44 Euro**

**L'offre est une variante : non**

**La valeur de la sous-traitance est connue : non**

**Le pourcentage de la sous-traitance est connu : non**

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché : 2024p0003**

**Titre : Prestations De Services D'Assurance**

**Date de conclusion du marché : 01/10/2024**

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre : non**

#### **6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues : Offres**

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 1**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 1

#### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0004

Au moins un lauréat a été choisi.

##### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** CNP ASSURANCE

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** CNP ASSURANCE

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0004

**Valeur du résultat :** 154,340.39 Euro

**L'offre est une variante :** non

**La valeur de la sous-traitance est connue :** non

**Le pourcentage de la sous-traitance est connu :** non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** 2024p0003

**Titre :** Prestations De Services D'Assurance

**Date de conclusion du marché :** 01/10/2024

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre :** non

##### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 3

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 3

#### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0005

Au moins un lauréat a été choisi.

##### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** SARRE ET MOSELLE

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** SARRE ET MOSELLE

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0005

**Valeur du résultat : 3,329.94 Euro**

**L'offre est une variante : non**

**La valeur de la sous-traitance est connue : non**

**Le pourcentage de la sous-traitance est connu : non**

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché : 2024p0003**

**Titre : Prestations De Services D'Assurance**

**Date de conclusion du marché : 01/10/2024**

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre : non**

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues : Offres**

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 2**

**Type de soumissions reçues : Offres présentées par voie électronique**

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 2**

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel : Avenue-Web Systèmes**

**Numéro d'enregistrement : 035F72F6-A4D4-BD1C-4D048FE7D59D4875**

**Ville : Seyssinet-Pariset**

**Code postal : 38170**

**Subdivision pays (NUTS) : Isère ( FRK24 )**

**Pays : France**

**Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com**

**Téléphone : +33480041260**

**Rôles de cette organisation :**

**TED eSender**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel : COMMUNAUTE DE COMMUNES CONFLENT CANIGO**

**Numéro d'enregistrement : 340**

**Adresse postale : Route De Ria**

**Ville : Prades**

**Code postal** : 66500

**Subdivision pays (NUTS)** : Pyrénées-Orientales ( FRJ15 )

**Pays** : France

**Point de contact** : JALLAT JEAN LOUIS

**Adresse électronique** : ollion.marie-anne@ccconflent.fr

**Téléphone** : 0468057392

**Adresse internet** : <http://www.ccconflent.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <http://www.midilibre-marchespublics.com>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Montpellier

**Numéro d'enregistrement** : 035F7313-CCD0-7FDA-FAA90318B6D39B72

**Adresse postale** : 6, rue Pitot

**Ville** : Montpellier

**Code postal** : 34063

**Subdivision pays (NUTS)** : Hérault ( FRJ13 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

**Téléphone** : 0467548100

**Télécopieur** : 0467547410

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : Comité consultatif interrégional de règlement des litiges en matière de marchés publics

**Numéro d'enregistrement** : 035F7322-D1BD-8A08-551CCCB87FEB3D0B

**Adresse postale** : Place Félix Baret Cs 80001

**Ville** : Marseille

**Code postal** : 13282

**Subdivision pays (NUTS)** : Bouches-du-Rhône ( FRL04 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : catherine.pietri@paca.gouv.fr

**Téléphone** : 0484354554

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de médiation**

8.1 ORG-0005

**Nom officiel** : SMACL ASSURANCES

**Taille de l'opérateur économique** : Grande

**Numéro d'enregistrement** : 19178-1-1-1

**Adresse postale** : 141 Av Salvador Allende

**Ville** : Niort

**Code postal** : 79000

**Subdivision pays (NUTS)** : Deux-Sèvres ( FRI33 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : pmdemat@smacl.fr

**Téléphone** : 0549325656

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire** : France

**Lauréat de ces lots** : LOT-0001

8.1 ORG-0006

**Nom officiel** : PARIS NORD ASSURANCES SERVICES

**Taille de l'opérateur économique** : Grande

**Numéro d'enregistrement** : 19178-1-2-1

**Adresse postale** : 159 Rue Du Fg Poissonniere

**Ville** : Paris 9

**Code postal** : 75009

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : assurances@pnas.fr

**Téléphone** : 0153207400

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire :** France

**Lauréat de ces lots :** LOT-0002

8.1 ORG-0007

**Nom officiel :** SMACL ASSURANCES

**Taille de l'opérateur économique :** Grande

**Numéro d'enregistrement :** 19178-1-3-1

**Adresse postale :** 141 Av Salvador Allende

**Ville :** Niort

**Code postal :** 79000

**Subdivision pays (NUTS) :** Deux-Sèvres ( FRI33 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** pmdemat@smacl.fr

**Téléphone :** 0549325656

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire :** France

**Lauréat de ces lots :** LOT-0003

8.1 ORG-0008

**Nom officiel :** CNP ASSURANCE

**Taille de l'opérateur économique :** Grande

**Numéro d'enregistrement :** 19178-1-4-1

**Adresse postale :** Rte De Creton

**Ville :** Vasselay

**Code postal :** 18110

**Subdivision pays (NUTS) :** Cher ( FRB01 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marchespublics@relyens.eu

**Téléphone :** 0142188888

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire :** France

**Lauréat de ces lots : LOT-0004**

8.1 ORG-0009

**Nom officiel :** SARRE ET MOSELLE

**Taille de l'opérateur économique :** Grande

**Numéro d'enregistrement :** 19178-1-5-1

**Adresse postale :** 17 Av Raymond Poincare

**Ville :** Sarrebourg

**Code postal :** 57400

**Subdivision pays (NUTS) :** Moselle ( FRF33 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** courrier@sarre-moselle.com

**Téléphone :** 0387033248

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire :** France

**Lauréat de ces lots : LOT-0005**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** c9b04fb5-5bfa-4fa3-9916-e815a3f853d2 - 01

**Type de formulaire :** Résultats

**Type d'avis :** Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 02/10/2024 à 14:10

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 02/10/2024